

## SOMMAIRE

- **Education : mobilisation contre la fermeture des CIO**
- **Enquête santé des salariés 2010 : les cadres se sentent moins bien**
- **Stress : pour 78 % des cadres, il n'est pas pris en compte**
- **Recrutements : vers un deuxième semestre difficile**
- **Areva : une recapitalisation sans projet industriel**
- **Allemagne : les éditeurs veulent raboter le salaire de jeunes journalistes**
- **Ingénieurs des Ponts, des eaux et forêts : la CGT représentative**
- **Météo-France : des propos inacceptables**

## ÉDITO

### C'EST LA FAUTE À LA GRENOUILLE



Une fois n'est pas coutume, nous allons parler météo dans cet éditto. Pas pour céder à la facilité ou parce que l'actualité sociale aurait déjà entamée la « trêve des confiseurs », mais parce que l'épisode neigeux que vient de connaître l'Ile-de-France a une dimension et une signification politique qui n'auront échappé à personne. Politique d'abord parce que les pouvoirs publics ont encore brillé par l'excellence de leur communication de crise. La médaille d'or revient sans doute au ministre de l'Intérieur qui mercredi à 16h30 donne un cours de sémantique aux journalistes pour leur expliquer qu'il n'y a aucune pagaille et encore moins d'indescriptible pagaille, tandis qu'à la même heure le Centre régional d'information routière lance un avis de circulation « impossible » en Ile-de-France. Pauvre Brice Hortefeux dont, le lendemain, des journalistes un

peu vachards détournent une précédente, et non moins malheureuse, saillie verbale : « les flocons, quand il y en a un ça va, c'est quand il y en a beaucoup que ça ne va pas ». Le prix citron est attribué à François Fillon qui s'est défaussé des responsabilités de l'État sur Météo-France qui n'aurait pas prévu tant de neige. Ce qui restera de ce mensonge éhonté, mais si simple à démentir, c'est que le Premier ministre a livré Météo-France à la vindicte populaire en la rendant responsable de n'avoir pas prévu l'intensité des chutes de neige. Si François Fillon s'est rendu coupable d'un tel mensonge, c'est pour mieux masquer l'impéritie, l'impréparation, la désinvolture des pouvoirs publics. C'est aussi pour punir les personnels de Météo-France qui, a rappelé la CGT « se battent depuis plusieurs années pour que leurs missions ne soient pas abandonnées, particulièrement les services de proximité qui ont fait la preuve de leur efficacité ».

Plutôt que de casser le thermomètre et déshabiller les services publics, on attendrait du gouvernement qu'il prenne la mesure des enjeux. Car, de tempêtes en inondations, de chute de neige en glissement de terrain, la multiplication des événements extrêmes liée au changement climatique nécessite une organisation et des moyens alloués aux services publics. Accuser la grenouille, c'est aussi une manière de faire oublier la Révision Générale des Politiques Publiques et le désengagement massif de l'État qui néglige ainsi l'entretien des routes et des infrastructures et prive les services de l'Équipement de leur capacité d'agir.

## Education : mobilisation contre la fermeture des CIO



A l'appel d'une intersyndicale SNES-FSU, CGT-Educ'Action, SNFOLC et Sud-Education, les personnels de Centres d'Information et d'Orientation (CIO) ont manifesté mercredi devant les rectorats de Dijon, Lille, Toulouse et Rouen pour protester contre les « *projets de fermeture* » de centres dans certains départements, notamment en Saône-et-Loire. Dans ce département, les frais de fonctionnement de six des sept CIO étaient financés par le département (les personnels restant des agents de l'État), avant que le Conseil général, qui fait face à

des difficultés budgétaires, ne décide de se désengager en 2010. D'autres départements, la Seine-Maritime, le Tarn et le Nord connaissent des situations comparables avec leurs CIO, selon l'intersyndicale. Cette mobilisation entendait aussi protester contre la réforme en cours du dispositif d'orientation, à travers laquelle le gouvernement veut regrouper les sites dédiés aux jeunes et aux adultes.

## Enquête santé des salariés 2010 : les cadres se sentent moins bien

Les cadres se sentent de moins en moins bien, selon une enquête menée par le groupe de protection sociale complémentaire Malakoff-Médéric. Alors qu'ils ont longtemps représenté le « *manager* » qui ne faiblit jamais, ils déclarent désormais ressentir un niveau de fatigue comparable aux autres salariés ? Les cadres, jusqu'à présent, résistaient mieux à la fatigue que le reste des salariés, c'est en tout cas ce qu'ils répondaient dans les enquêtes. Aujourd'hui ce n'est plus le cas : 60 % avouent ressentir un état de fatigue chronique, un chiffre en hausse de 9 points en comparaison de la précédente enquête. Ils sont plus nombreux que l'an dernier à pointer une dégradation de leur état de santé, mais aussi à se plaindre d'une perte globale d'efficacité : 35 % seulement s'estiment très efficaces dans leur travail, contre 42 % en 2009.



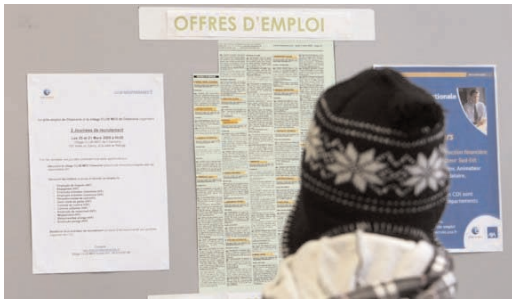
## Stress : pour 78 % des cadres, il n'est pas pris en compte



Selon le « *Baromètre stress* » de l'institut Opinionway publié jeudi pour la CFE-CGC, 78 % des cadres estiment que leur entreprise ne se préoccupe pas de leur stress, qui ne cesse de croître. Sur une échelle de 0 à 10, les cadres évaluent leur propre stress à 6,4 en moyenne, ce qui est le plus haut score depuis sept ans. Pour 77 % des cadres interrogés, c'est l'augmentation de la charge de travail qui est mise en cause et neuf sur dix indiquent que leur employeur leur demande de travailler trop vite. Loin d'être toujours un progrès, les nouvelles technologies sont aussi perçues comme contraignant les cadres à « *des temps de réponse toujours plus*

*court* » pour 87 % d'entre eux. 84 % estiment qu'ils augmentent « *le volume d'information à traiter* » et 80 % qu'ils engendrent « *un nombre croissant de tâches à traiter en dehors des horaires et du lieu de travail* ». De nombreux cadres ont en outre le sentiment de ne pas bénéficier d'un « *droit à la déconnexion* » en soirée (41 %), le week-end (35 %) ou même durant les congés (29%).

## Recrutements : vers un deuxième semestre difficile



Selon l'enquête de Pôle emploi sur les besoins de main d'œuvre parue jeudi dernier, plus de la moitié des recrutements dans le privé et une partie du public, envisagés fin 2009 pour 2010, ont été réalisés au premier semestre 2010, le deuxième s'annonçant moins dynamique. Parmi les 15 métiers les plus recherchés fin 2009 arrivaient en tête des emplois plutôt moins qualifiés et avec plus de saisonniers que la moyenne : serveurs, animateurs socio-culturels, ouvriers agricoles... Les ingénieurs et cadres informatiques se classaient cependant au 14<sup>e</sup> rang.

## Areva : une recapitalisation sans projet industriel

Les fédérations CGT des Mines-Energie et de la Métallurgie ont dénoncé vendredi un manque de vision industrielle de l'État après l'annonce d'une recapitalisation du groupe nucléaire Areva à hauteur de 900 millions d'euros par le fonds souverain du Koweït et l'État français. « *La politique des entreprises du secteur de l'énergie se fait à coups de rachat et de revente au gré des évolutions de la finance sans réelle perspective à moyen terme* », selon les deux fédérations.

Elles rappellent que l'an dernier « *l'État avait obligé Areva à vendre son activité Transmission et Distribution (T&D, ndlr), qui non seulement contribuait fortement à son chiffre d'affaires*

*mais, de surcroît, permettait (...) de renforcer sa présence internationale* ». « *Si la proposition de recapitalisation par l'État est une bonne chose, que nous avons réclamée, l'entrée de fonds souverains n'est qu'une opération financière (...) que nous rejetons* », ajoutent les deux fédérations de la CGT.



## Allemagne : les éditeurs veulent raboter le salaire de jeunes journalistes



A l'occasion des négociations sur les salaires, le syndicat Verdi a dénoncé la semaine dernière le projet des éditeurs allemands de journaux de payer les journalistes fraîchement recrutés 15 % de moins que leurs confrères déjà en place. Alors que les syndicats réclament une hausse des salaires de 4 %. La fédération patronale BDZV veut pour sa part introduire une distinction entre les journalistes déjà en poste et les nouvelles recrues. Le salaire des premiers ne bougerait pas, voire pourrait être légèrement augmenté dans les années à venir. Les seconds seraient en revanche rémunérés 15 % de moins que leurs confrères. Ils seraient à la fois payés moins et auraient moins de vacances et avantages.

« *Les exigences des éditeurs sont complètement inacceptables, non seulement du point de vue matériel, mais aussi parce qu'elles conduisent à une dévalorisation irrecevable du métier de journaliste* », a commenté jeudi Frank Werneke, qui prend part aux négociations pour le compte du syndicat Verdi.

## Ingénieurs des Ponts, des eaux et forêts : la CGT représentative

L'encadrement supérieur technique des ministères de l'Écologie et de l'Agriculture était appelé à élire ses représentants à la Commission de carrière (CAP) du corps. Ce dernier résulte de la fusion du corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées et de celui des ingénieurs du Génie Rural, des Eaux et des Forêts. Cette élection intervient alors même que ces services ont connu de lourdes restructurations dans le cadre de la RGP. Les ingénieurs comme tout l'encadrement ont été mis à l'écart des processus de décision et souvent malmenés. Les missions d'ingénierie publiques sont mises à mal voire supprimées. La CGT se présentait à cette élection aux côtés de la FSU, plus particulièrement représentative dans l'enseignement agricole. Avec un progrès de plus de 5 points et 13,2 % des suffrages, la liste obtient un élu et est reconnue représentative. L'Ofict Equipement-Environnement y trouve de solides motifs de confiance mais aussi une responsabilité pour développer son activité parmi l'encadrement supérieur.



## Météo-France : des propos inacceptables



La Fédération de l'Équipement et de l'Environnement et l'UGFF ont condamné les propos inadmissibles du Premier ministre à l'égard de Météo-France. L'État, tout en continuant à imposer à l'établissement public des réductions d'effectifs et de moyens et la fermeture de nombreuses stations départementales, s'en prend aujourd'hui à ses personnels dont l'encadrement. Le Premier ministre a cru pouvoir instrumentaliser les contraintes subies par les usagers de la route pour se défaire de ses propres responsabilités dans la fragilisation du service public. Cette attaque ne cache-elle pas une volonté de faire la place aux intérêts privés qui lorgnent sur les marchés de la météo ? C'est la question que posent ces organisations qui expriment leur pleine solidarité avec tous les personnels de l'établissement.

**À VOS AGENDAS !**

**« ÉTATS GÉNÉRAUX DES PROFESSIONS TECHNICIENNES »**

**reportés au jeudi 13 janvier 2011**

(initialement prévus le 23 septembre 2010)